

Snes Créteil Info

SNES Créteil Info - www.creteil.snes.edu - Tél. :01.41.24.80.54 - 3 rue Guy de Gouyon du Verger - 94112 Arcueil cx
twitter : SNES/FSU CRETEIL@SnesFsuCreteil

Défendre le service public, un impératif pour notre combat !

édito

Il y a un an, nous entrions dans une nouvelle année dont l'avenir nous semblait bien sombre et nous étions encore très limité·e·s dans notre liberté de circulation. Aujourd'hui, l'horizon semble s'éclaircir. La vaccination

d'une très grande partie de la population a permis en tout cas de protéger contre les formes graves. La situation est néanmoins loin d'être satisfaisante : les services hospitaliers en particulier sont encore surchargés, ce qui a des conséquences notamment pour la prévention et le traitement rapide des autres maladies.

Cette crise sanitaire met en lumière le rôle essentiel des services publics dans le maintien d'une cohésion sociale, et aussi les coups destructeurs portés depuis des années par les gouvernements successifs, et parachevés par ce régime :

- En premier lieu dans le secteur de la santé, en dévoilant ce que les professionnels dénonçaient depuis des années : fermetures de lits (qui continuent malgré la crise), désertification médicale et pas seulement dans les campagnes, personnels en souffrance, insuffisance des moyens humains et matériels pour le grand âge.
- Dans l'Éducation nationale, soumise à un « new public management » porté par le ministre Blanquer méprisant les personnels, les élèves et leurs parents. Outre une gestion autoritaire et incohérente des protocoles sanitaires, il a imposé, entre autres, une réforme du lycée et du baccalauréat, avec pour objectif, en plus de la casse du lycée, la disparition programmée du baccalauréat, diplôme national, garantie d'une relative égalité d'accès à des études supérieures.
- Dans le secteur de la Justice, secoué par de nombreux mouvements de protestation et de grèves, dénonçant en particulier un manque cruel de moyens et une absence de considération des personnels, lesquels s'élèvent actuellement, avec la refonte du code pénal, contre des mesures dangereuses et liberticides à l'égard des enfants et des personnes aliénées.

Les mois qui arrivent risquent d'être, comme leur prologue le laisse envisager, plongés dans un climat politique et social de surenchère haineuse et raciste, d'atteinte à



l'intégrité des personnes, au cours desquels il nous faudra plus que jamais défendre nos dossiers brûlants. Les congrès départementaux ont posé les axes de nos luttes à venir, les retraité·e·s y ont pris une

part active en apportant de nombreux amendements aux textes de départ sur la protection sociale et en particulier le rappel de notre mandat de remboursement à 100% des soins par la Sécurité sociale.

Dans les semaines qui viennent, nous préparerons dans nos départements la nouvelle journée de mobilisation des retraité·e·s le 24 mars, initiée par le Groupe des 9, pour continuer à mettre en avant nos revendications :

- Augmentation de notre pouvoir d'achat. Ce n'est pas la revalorisation de 1,1% au 1^{er} janvier qui va combler l'inflation établie à 2,8% pour 2021, sans compter la perte de pouvoir d'achat subie depuis 2014. Nous étions donc nombreux·es avec nos collègues actif·ve·s le 27 janvier, lors de la mobilisation interprofessionnelle sur ce sujet.
- Reconnaissance de la place des retraité·e·s dans la société.
- Loi « Grand Âge » qui prenne vraiment en compte les problématiques de vieillissement de la population.
- Défense de l'hôpital public et du service public de santé, plus que jamais d'actualité.

2022 sera l'occasion de mettre en avant ces questions lors de deux rendez-vous essentiels de notre vie démocratique : l'élection présidentielle et les législatives.

C'est pourquoi, plein·e·s d'espoir et de combativité, nous vous donnons rendez-vous le 24 mars, et nous vous présentons nos vœux de lutte pour une grande année revendicative.

*Martine STEMPEL, pour le collectif des retraité·e·s
SNES-FSU de l'académie de Créteil*

1/ Édito 2/ Calendrier 3/ Les congrès : des moments forts à la FSU et au Snes
6/ De la solidarité 8/Du printemps des services publics 2022 à Lure 2023 et
Sortie à venir

Prix : 0,30 € - Abonnement : 10 € - Imprimerie Spéciale SNES - hebdomadaire-
Directrice de Publication Caroline Quiniou - CP 0526S06883 N°13-78

CALENDRIER À VOS AGENDAS !



➤ Seine-et-Marne :

Vendredi 11 février 9h-12h : CE de la FGR-FP, élargie à tous les adhérent·e·s à Moissy-Cramayel (un courrier a été envoyé à tou·te·s).

Jeudi 17 et vendredi 18 mars : La protection sociale, avec, entre autres, la participation de Christophe Prudhomme (médecin urgentiste CGT), Olivier Nobile (« Pour en finir avec le trou de la Sécu »), Michel Pigenet (spécialiste de l'histoire de la Sécurité sociale) et Claude Rivé de la SFRN.

Lieu : lycée Martin Luther King de Bussy-Saint-Georges. *Une information sera faite dans les semaines à venir.*

➤ Seine-Saint-Denis :

Lundi 21 mars 9h30-16h : AG de la FGR- FP 93 à la Bourse du Travail de Bobigny.

➤ Val-de-Marne :

Vendredi 4 février après-midi : réunion FGR-FP 94 à la Maison des Syndicats de Créteil, à la FSU 5^e étage, salle n°510.

ATTENTION, À BIEN NOTER !

Jeudi 24 mars 2022

Journée nationale de mobilisation des retraité·e·s

Vivre dignement notre retraite

Défendre notre pouvoir d'achat

Pour des services publics de proximité

Mobilisations régionales dans toute la France

Pour L'Île-de-France, nous vous tiendrons informé·e·s des divers lieux de manifestation



LES CONGRÈS : DES MOMENTS FORTS À LA FSU ET AU SNES

Il ne vous aura pas échappé que nous sommes en période de congrès FSU.

Les congrès sont importants dans la vie d'un syndicat ou d'une fédération car il s'agit de rédiger les orientations - les mandats - pour les trois ans à venir. Incontournables pour les militant·e·s les plus engagé·e·s, en tant que syndicaliste de base, peut-être n'avez-vous pas saisi l'opportunité d'y participer durant votre carrière ou votre retraite.

Snes ou FSU, l'organisation est similaire : les congrès nationaux sont précédés, pour le Snes, des congrès académiques et pour la FSU, des congrès départementaux réunissant les 22 syndicats de la fédération.

Tout·e·s les syndiqué·e·s reçoivent les textes rédigés par le S4 pour le Snes ou les instances nationales pour la FSU. Ces textes, sous la forme de quatre thèmes, sont soumis à la discussion lors de réunions préparatoires : deux plages de trois heures où en parallèle sont examinés chacun des quatre thèmes. Ces réunions où l'on est - trop - peu nombreux·es sont particulièrement propices à la discussion. Le texte inclut peu à peu les propositions qui conviennent à tout·e·s. Dans le cas contraire, elles feront l'objet d'amendements au cours du congrès. Chaque thème est ainsi relu, avec en évidence sur écran, les parties modifiées intégrées. Puis se succèdent, durant un temps strictement limité, les intervenant·e·s inscrit·e·s pour défendre leur amendement ou une motion proposée en plus du texte. À la fin de chaque thème, on vote pour inclure ou non les amendements refusés et les motions puis le thème lui-même. Ce fonctionnement est très contraignant et est loin de favoriser l'expression libre et spontanée mais il a l'avantage, vu les contraintes horaires, d'être efficace. Les productions de chacun des congrès académiques (Snes) ou départementaux (FSU) seront compilées et la synthèse soumise au congrès national.

Alors si cela vous tente de participer, nous vous donnons rendez-vous dans deux ans pour le Snes, dans trois ans pour la FSU.

Marie-Claude DIAMANTIS



Quelques échos des Congrès FSU - 77-93-94

En Seine-et-Marne, le congrès départemental de la FSU s'est tenu les 13 et 14 janvier au lycée Jean Vilar à Meaux. Compte-tenu de la mobilisation prévue le 13, les congressistes se sont joint·e·s dès 9h30 devant la sous-préfecture de Meaux à l'intersyndicale pour manifester leur mécontentement face à un protocole sanitaire sans cesse changeant et inapplicable dans les établissements scolaires. Une délégation a été reçue et aimablement écoutée par le sous-préfet, puis les troupes se sont dispersées, une grande partie allant à la manifestation parisienne. Le congrès a donc pu débiter en tout début d'après-midi et travailler efficacement sur les 4 thèmes du congrès.

Les retraité·e·s ont pris toute leur place dans ce congrès, les amendements qu'ils·elles ont présentés sur la protection sociale ont tous été pris en compte et **les thèmes ont été adoptés à une écrasante majorité**. Ce congrès a permis de mettre en lumière la nécessité de **travailler, actif·ve·s et retraité·e·s**, sur des dossiers qu'il faudra porter tout au long de la campagne présidentielle et au-delà. À cet effet, un **stage de 2 jours est organisé les 17 et 18 mars au lycée Martin Luther King de Bussy-Saint-Georges sur les retraites et la Sécurité sociale**, avec la participation de Christophe Prudhomme, Olivier Nobile, Michel Pigenet (spécialiste de l'histoire de la Sécurité sociale) et Claude Rivé de la SFRN, entre autres. Une information sera faite dans les semaines à venir.

Martine STEMPEL



En Seine-Saint-Denis, il s'est déroulé le lundi 13 et le mardi 14 décembre 2021 à la Bourse du travail de Bobigny, réunissant selon les moments de 40 à 100 personnes, beaucoup de jeunes collègues, peu de retraité·e·s. Les représentant·e·s de six syndicats sont intervenu·e·s en ouverture : le Snuipp, le Snes, le Snuter, le Snep, le Snasub, le Snur FP, sur les 22 que compte la FSU, ainsi que quatre tendances : Uris, Emancipation, EE et U&A.

Un sujet qui préoccupe particulièrement les retraité·e·s, mais peu les jeunes collègues qui, on le comprend, ont tant d'autres sujets d'inquiétude en ce moment, est **l'avenir de la Sécurité sociale et des**

complémentaires santé. Des négociations sont en cours entre la ministre de la Transformation et de la Fonction publiques et les organisations syndicales pour rendre obligatoire la couverture en santé et/ou prévoyance des agent e s de l'État par un organisme complémentaire (mutuelle, institution de prévoyance ou assurance) financée en partie par leur employeur se comme cela a lieu pour les salarié e s du privé depuis 2016. Bien que les mandats de la FSU aient été réaffirmés dans le thème 2 : *Une sécurité sociale qui rembourse à 100% les soins médicaux prescrits* et que le long développement proposé par les retraité e s lors de la commission préparatoire ait été intégralement ajouté au thème 3, la question n'est pas résolue pour autant. Les collègues du Snuter sont très attaché e s à ce financement de la mutuelle par l'employeur se car ils elles y voient un réel gain de pouvoir d'achat pour les agent e s aux très faibles revenus. Mais le projet d'accord est loin de correspondre aux mandats de la FSU en termes de PSC, protection sociale complémentaire. Benoit Teste, secrétaire général de la FSU, présent au congrès du 93, a signifié que la signature était loin d'être acquise mais qu'il ne s'engageait pas à ne pas signer. L'amendement sur l'engagement de la FSU à ne pas signer l'accord a été refusé. Un mois après, la signature est toujours en suspens. La réunion ultime aura lieu le 26 janvier¹.

Autre point qui nous tenait à cœur : **la création d'un secteur protection sociale au sein de la FSU.**

Dans le 93, la proposition retenue a été que le secteur « Situation des personnels » devienne « Situation des personnels et protection sociale », ce qui ne répond pas à notre attente.

Marie-Claude DIAMANTIS



Dans le Val-de-Marne, il s'est tenu les 14, 17 et 18 janvier à la maison des syndicats de Créteil. Regroupant environ 50 militant e s, peu de retraité e s, ce qui s'explique en partie par le regain du virus dans la période. La discussion du congrès s'est également, comme dans les autres départements, centrée sur **les thèmes 2 et 3 sur la Protection sociale et la Sécurité sociale.** Les retraité e s du Snes et de la FSU ont déposé des amendements sur cette question considérant dans le contexte de remise en cause des acquis dans ce domaine, ils elles faisaient œuvre utile, permettant ainsi aux militant e s actif ve s de

¹ US n°816 page 7

s'emparer de ces sujets qu'ils elles n'ont pas toujours le temps ni les moyens de traiter, submergé e s qu'ils elles sont par le quotidien syndical pour faire face d'abord aux attaques multiples contre le service public d'éducation, le métier d'enseignant, la fonction publique...

Ces amendements ont été retenus. Nous avons également discuté de la signature de la FSU au niveau national concernant la PSC et le congrès a mandaté notre secrétaire départementale, Cécile Quinson, pour exprimer au CDFN² le désaccord de la majorité du congrès sur cette question de la signature (22 contre, 5 pour, 4 abstentions, 12 refus de vote), considérant que signer tournait le dos de la revendication du 100% Sécu³. Le congrès s'est exprimé **pour la création d'un secteur protection sociale à la FSU** dans le Thème 4, revendication portée par les retraité e s au niveau national.

Dominique BALDUCCI



Avant de débiter le congrès 77, manifestation le 13 janvier devant la sous-préfecture de Meaux

² Conseil Délibératif fédéral national : le « parlement » de la FSU

³ Il semble au moment où l'on écrit qu'on s'achemine vers une signature de cet accord sur la PSC de l'ensemble des organisations syndicales FO, CGT, UNSA, CFDT, FSU et Solidaires

LE CONGRÈS FSU EN IMAGES...



Congrès départemental du 93



Congrès départemental du 77



À venir...



DE LA SOLIDARITÉ



Pour l'avenir
Pour la liberté
Pour l'égalité des droits
Pour la dignité
Pour la solidarité

Voir l'appel :

<https://antiracisme-solidarite.org/>



LE 18 DÉCEMBRE, JOURNÉE INTERNATIONALE DES MIGRANT·E·S

C'est le jour de mobilisation contre le racisme et pour la solidarité, particulièrement pour les sans-papiers. La FSU est associée à cet appel et quelques militant·e·s retraité·e·s du Snes Créteil s'y sont retrouvé·e·s avec la FSU, place Clichy.

CHRONOPOST

Derrière la banderole du comité de lutte des travailleur·euse·s sans papiers un drapeau FSU est présent. Il affiche le soutien que la FSU 94 a apporté lors de l'occupation des « Chronopost » devant le site d'Alfortville en 2019.

Après une lutte de plusieurs mois, la préfecture avait accordé une régularisation aux travailleur·se·s en lutte pour faire valoir leurs droits, afin d'obtenir la levée du camp et la fin de l'occupation. Malheureusement un an après, les renouvellements sont remis en cause et la lutte doit reprendre...

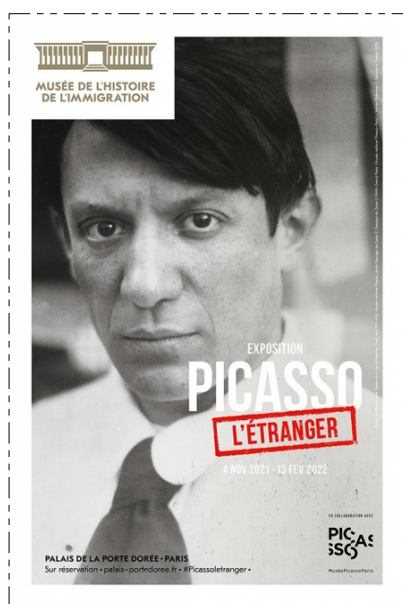
Notre soutien et celui de la FSU sont toujours nécessaires.



SCOLARISATION ET RÉGULARISATION

des enfants, des jeunes et de leur famille, sans papiers

La FSU est partie prenante de RESF, Réseau éducation sans frontières. Le réseau est né sur les mobilisations contre les expulsions des enfants scolarisés et de leurs parents. Si cette mobilisation est toujours de mise avec les OQTF, obligations à quitter le territoire, de plus en plus l'investissement se fait sur la réalisation des dossiers de demandes de régularisation qui souvent devraient être de droit. Mais devant les obstacles mis par les préfetures, la dématérialisation qui rend les prises de rendez-vous impossibles par Internet, l'hostilité de certains services, de plus en plus de gens font appel à RESF pour simplement pouvoir déposer leur demande. Actuellement sur le département du 94, ce sont plus de 300 dossiers en attente. Au rythme d'un dépôt d'environ 30 dossiers tous les deux mois, on n'est pas au bout d'une liste qui s'allonge tous les jours.



« PICASSO L'ÉTRANGER »

Je n'ai pas pu m'empêcher d'être interpellé par l'exposition au musée d'histoire de l'immigration Porte Dorée visitée le lendemain de la manifestation. On ne peut que remarquer la constance de la politique des gouvernements et de la police française envers les étrangers.

On ne peut que conseiller la visite de cette exposition sous cet éclairage.

En cette période de congrès et de campagnes électorales, n'oublions pas la SOLIDARITÉ...

Français·e·s ou étranger·ère·s, avec ou sans papiers, actif·ve·s
ou retraité·e·s,
meilleurs vœux à tous pour 2022...

René DELALANDE

DU PRINTEMPS DES SERVICES PUBLICS 2022 À LURE 2023

MOBILISONS-NOUS POUR LES SERVICES PUBLICS !

À l'initiative de trois collectifs de défense des services publics, *Nos services publics*, *Vive le service public*, et la *Convergence services publics*, soutenus par les syndicats CGT, FSU, Solidaires et le syndicat de la magistrature ainsi que par des associations dont Attac, Copernic, UNRPA, une mobilisation est organisée pour imposer le débat sur les services publics au cours de la campagne électorale pour l'élection présidentielle et les législatives.

Le but est de construire les convergences entre secteurs, entre agent·e·s et usager·ère·s et entre approches différentes du service public.

Un appel en cours de rédaction doit être lancé fin janvier, des journées forums thématiques doivent être organisées par la suite pour interpeller les candidat·e·s.

Dans le même temps, la Convergence propose une initiative nationale de mobilisation du type de celles qui ont déjà eu lieu pour la reconquête des services publics à Guéret.

Cette nouvelle initiative serait accueillie par le collectif Convergence de Lure en Haute-Saône du 12 au 14 mai 2023.

La préparation a commencé. CGT, FSU, Solidaires et les Comités de Défense, rail, hôpitaux, Attac, sont déjà partie prenante de cette préparation.

Je vous tiendrai informé du développement de ces deux initiatives en construction.

Essayons d'y être attentif·ve·s et présent·e·s...

René DELALANDE

SORTIE A VENIR



Visite de la Cité Menier et de la Chocolaterie Menier à Noisiel.

Jeudi 7 avril après-midi, à partir de 13h jusque vers 16h-17h.
6 euros par personne.

Nous partirons à la découverte du patronat patriarcal de la famille Menier, famille de

pharmaciens parisiens venue s'installer en 1825 à Noisiel. En 1845, ils fondent la chocolaterie, le chocolat ayant des vertus médicinales. Pour héberger les centaines d'employé·e·s de l'usine, une cité ouvrière est construite.

Les salarié·e·s devaient y trouver tout ce dont ils·elles avaient besoin pour se loger, se nourrir grâce à un petit jardin familial et des commerces appartenant à l'entreprise, se soigner, instruire les enfants et se distraire de leur naissance à leur décès.

Nous pourrons voir les petites maisons et leur jardin telles qu'elles étaient au 19^{ème} siècle, même si beaucoup d'entre elles ont été transformées...

L'après-midi commencera par une visite guidée de l'ancienne chocolaterie, commentée par un guide du service du patrimoine de Noisiel. Puis les deux Michel (Cochet et Stemper) vous raconteront la vie des ouvriers et ouvrières de l'usine Menier et le fonctionnement de ce qu'on appelle le système Menier en commentant le paysage urbain industriel de la Cité.

Michel STEMPER

Un bulletin d'inscription sera inséré dans la prochaine circulaire.



Cité Menier, au bord de la Marne

